PROVINCE DE QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES

CONSEIL DES COMMISSAIRES

Séance ordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles tenue le mardi 27 mai 2014 à 19 h 30, à la salle Jacques-St-André du Centre multiservice de Sainte-Thérèse, 125, rue Beauchamp, Sainte-Thérèse.

PRÉSENCES

Étaient présents : Mmes Josée Bastien, Johanne Beaulieu, Nadine Blais, Sandra East, Paule Fortier, Lise Landry, Danielle Laramée, Karine Lefrançois, Lucie Ouellette, Guylaine Richer, MM. Michel Arcand, Pierre Bertrand, Denis Claude Blais, Normand Chalifoux, Benoît Gagnon, Claude Girard, Louis Kemp, Daniel Legault, Michel Phaneuf et Stéphane Racine, tous commissaires, ainsi que Mme Corinne Payne et M. André Gosselin, commissaires-parents.

Aussi présents : MM. Jean-François Lachance, dir. gén., Jonathan Desjardins Mallette, secr. gén. et dir. serv. aff. corp. et comm., Mme Nathalie Joannette, dir. gén. adj., MM. Georges Brissette, dir. gén. adj., Richard Chaurest, dir. gén. adj., Dominique Robert, dir. gén. adj., Mmes Line Desgroseilliers, dir. serv. tech. inf., Line Gohier, dir. serv. org. scol., Sylvie Hall, dir. serv. ress. fin., M. Denis Riopel, dir. serv. ress. mat., Mme Anik Gagnon, dir. adj. serv. aff. corp. et comm.

M. Richard Tremblay, commissaire, participe à distance à la présente séance du Conseil.

Mme Johanne Roy, MM. Jean Deschênes et Gilbert Guérette ont prévenu de leur absence.

OUVERTURE

Les commissaires présents forment quorum sous la présidence de Mme Paule Fortier, présidente.

Il est 19 h 30.

HOMMAGE À DEUX EMPLOYÉS : « PERLES RARES DE LA CSSMI 2013-2014 »

La présidente, Mme Paule Fortier, félicite M. Alain Paquette, enseignant à l'école Le Sentier et lauréat catégorie « *pour l'ensemble de ses réalisations* » de l'Ordre de la reconnaissance scolaire 2013-2014 du Regroupement des commissions scolaires des Laurentides.

Enseignant depuis 30 ans avec dévouement et engagement à l'école Le Sentier, monsieur Paquette est reconnu pour son implication exceptionnelle et pour la qualité de sa relation avec les élèves. M. Paquette contribue à la revalorisation du rôle d'enseignant.

Au nom de la Commission scolaire, la présidente lui rend hommage et lui remet une plaque honorifique pour souligner la qualité de son travail pour l'éducation.

La présidente, Mme Paule Fortier, félicite Mme Sophie Lessard, directrice de l'école Notre-Dame et lauréate catégorie « *pour la réussite et la persévérance* » de l'Ordre de la reconnaissance scolaire 2013-2014 du Regroupement des commissions scolaires des Laurentides.

Madame Lessard est reconnue pour la qualité de son écoute, pour son initiative et pour le respect qu'elle porte aux élèves, au personnel et aux parents. Elle sait mobiliser une équipe pour guider les élèves vers la réussite et elle a été la première direction à instaurer dans une école primaire le projet *Encadrement par privilèges* (EPP).

Au nom de la Commission scolaire, la présidente lui rend hommage et lui remet une plaque honorifique pour souligner la qualité de son travail pour l'éducation.

PROCÈS-VERBAL

Résolution n° CC-140527-4081

Il est proposé par Mme Danielle Laramée

D'ADOPTER tel quel le procès-verbal de la séance ordinaire du 22 avril 2014.

Adopté

QUESTIONS DU PUBLIC

Madame Catherine Filiatrault, directrice de l'Association québécoise de la dysphasie Laurentides, interpelle le conseil des commissaires sur la question de la diminution du groupe d'élèves HDAA en classe à effectifs réduits.

Monsieur François Gosselin, adulte présentant une dysphasie, interpelle le conseil des commissaires relativement à la réalité scolaire vécue par les élèves atteints de ce même trouble. Il remet de la documentation à ce sujet.

Madame Lucie Guimont, présidente du conseil d'établissement de l'école Le Sentier, interpelle le conseil des commissaires relativement au nombre de classes à effectifs réduits qui a augmenté au cours des dernières années à l'école Le Sentier.

À la demande de la présidente, M. Dominique Robert, directeur général adjoint, explique le processus d'ouverture de groupes à partir des tendances de la clientèle.

Monsieur Michel Melançon, père d'un élève qui fréquente une classe à effectifs réduits, interpelle le conseil des commissaires relativement au nombre d'élèves en classe.

À la demande de la présidente, M. Dominique Robert, directeur général adjoint, explique que le nombre de groupes ouverts se fait sur la base des inscriptions et des besoins.

ORDRE DU JOUR

Résolution n° CC-140527-4082

Mme Karine Lefrançois, commissaire, demande d'inscrire les sujets « Motion de félicitations – Studio de la relève », « Motion de félicitations – Persévérons ensemble » et « Motion de félicitations – Gala reconnaissance de l'action bénévole » aux points 15.2., 15.3. et 15.4. de l'ordre du jour;

Mme Johanne Beaulieu, vice-présidente, demande d'inscrire le sujet « Substituts au colloque de la FCSQ » au point 15.5. de l'ordre du jour;

Il est proposé par M. Louis Kemp

D'ADOPTER le projet d'ordre du jour, tel que modifié, lequel comprend les sujets suivants en plus des points statutaires :

2. Hommage à deux employés « Perles rares de la CSSMI 2013-2014 »;
- 3.2. Suivi;
6. Recommandations de la commission d'étude éducative :

- 6.1. Calendrier scolaire 2014-2015 de la formation en milieu carcéral – Adoption;
- 6.2. Plan québécois des infrastructures 2015-2025 – Demandes d’ajouts d’espace auprès du MELS – Adoption;
- 6.3. Demandes de renouvellement des approbations requises liées aux écoles aux fins d’un projet particulier – Adoption;
- 6.4. Modification à l’acte d’établissement du Centre de formation professionnelle de l’automobile – Adoption;
- 7. Recommandations de la commission d’étude administrative :
 - 7.1. Plan d’intervention triennal en vérification interne 2014-2017 – Adoption;
 - 7.2. Politique locale de gestion des cadres d’école (RH-04) – Adoption;
 - 7.3. Entente de principe SCFP section locale 4296 – Adoption;
 - 7.4. Produits et services de la Société de Gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS) – Adoption;
 - 7.5. Achat d’équipements en réseautique filaires et sans fil – Adoption;
 - 7.6. Formation du comité de sélection pour l’évaluation qualitative de firmes de professionnels pour le projet de vétusté à l’école Horizon-du-Lac – Adoption;
- 8. Travaux dans nos établissements :
 - 8.1. Enlèvement d’amiante à l’école Notre-Dame – Adjudication de contrat;
 - 8.2. Réfection des planchers et remplacement de l’ameublement intégré à l’école Sainte-Scholastique – Adjudication de contrat;
 - 8.3. Réfection de la maçonnerie à l’école secondaire d’Oka – Adjudication de contrat;
- 9. Désignation du représentant des usagers au comité ad hoc de sélection de l’œuvre d’art de la nouvelle école primaire à Saint-Joseph-du-Lac – Adoption;
- 10. Contrats à commande pour l’acquisition de mobilier scolaire et administratif dans le cadre du Comité d’achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLL) – Adjudication de contrat;
- 11. Contrat à commande pour l’acquisition d’armoires-vestiaires dans le cadre du Comité d’achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLL) – Adjudication de contrat;
- 12. Rémunération des commissaires pour l’année scolaire 2014-2015 – Adoption;
- 13.1. Compte rendu de la commission d’étude éducative du 8 avril 2014 et projet de compte rendu de la commission d’étude éducative du 6 mai 2014;
- 13.2. Comptes rendus de la commission d’étude administrative du 18 février 2014 et du 15 avril 2014;
- 14.2.1 Rapport du comité de parents du 6 mai 2014;
- 14.4.1 Nouvelles écoles primaires;
- 15. Varia :
 - 15.1. Motion de félicitations – Spectacle-bénéfice au profit du Grand Défi Pierre Lavoie;
 - 15.2. Motion de félicitations – Studio de la relève;
 - 15.3. Motion de félicitations – Persévérons ensemble;
 - 15.4. Motion de félicitations – Gala reconnaissance de l’action bénévole;
 - 15.5. Substituts au colloque de la FCSQ;

DE PERMETTRE à la présidente d’intervertir l’ordre des sujets, selon son bon jugement.

Adopté

PARTICIPATION À DISTANCE

Résolution n° CC-140527-4083

Il est proposé par M. Denis Claude Blais

D'ACCEPTER la participation à distance de M. Richard Tremblay, commissaire.

Adopté

CALENDRIER SCOLAIRE 2014-2015 DE LA FORMATION EN MILIEU CARCÉRAL
Résolution n° CC-140527-4084

ATTENDU que l'article 252 de la *Loi sur l'instruction publique* stipule que la Commission scolaire établit le calendrier scolaire des services en milieu carcéral en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique;

ATTENDU que l'article 254 de cette même loi stipule que le calendrier scolaire est objet de consultation auprès des enseignants;

ATTENDU les avis reçus dans le cadre de la consultation;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude éducative;

Il est proposé par Mme Sandra East

D'ADOPTER le calendrier scolaire 2014-2015 pour la formation en milieu carcéral;

DE VERSER le document pertinent au répertoire des présentes sous la cote 751.

Adopté

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2015-2025 – DEMANDES D'AJOUTS D'ESPACE AUPRÈS DU MELS
Résolution n° CC-140527-4085

ATTENDU les besoins en places-élèves au primaire dans les secteurs de Deux-Montagnes, Mirabel, Saint-Eustache et Sainte-Marthe-sur-le-Lac au cours des prochaines années;

ATTENDU les développements résidentiels prévus dans les villes de Blainville, Mirabel et Saint-Eustache;

ATTENDU le déplacement actuel de plusieurs groupes d'élèves vers des écoles environnantes afin de pallier au débordement de clientèle;

ATTENDU que ces mesures alternatives ne pourront plus pallier à l'augmentation prévue des tendances de clientèle à moyen terme;

ATTENDU que les travaux nécessaires à l'école Horizon-du-Lac prévoient une réduction de sa capacité d'accueil;

ATTENDU que les travaux nécessaires à l'école Curé-Paquin prévoient une réduction de sa capacité d'accueil;

ATTENDU la résolution n° CC-080219-2834 demandant la construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur du Domaine-Vert Nord à Mirabel;

ATTENDU la résolution n° CC-090623-3085 réitérant la demande de construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur du Domaine-Vert Nord à Mirabel;

ATTENDU la résolution n° CC-091208-3176 demandant l'agrandissement de quatre locaux à l'école primaire Marie-Soleil-Tougas à Terrebonne, la construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Eustache dans le quartier des Jardins et réitérant la demande de construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur du Domaine-Vert Nord à Mirabel;

ATTENDU la résolution n° CC-100622-3300 réitérant la demande de construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Eustache dans le quartier des Jardins et la demande de construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur du Domaine-Vert Nord à Mirabel;

ATTENDU la résolution n° CC-120626-3734 réitérant la demande de construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Eustache dans le quartier des Jardins;

ATTENDU la résolution n° CC-130528-3900 demandant l'agrandissement de quatre locaux à l'école primaire Marie-Soleil-Tougas de Terrebonne et réitérant la demande de construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Eustache dans le quartier des Jardins;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude éducative;

Il est proposé par Mme Corinne Payne

DE RÉITÉRER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la demande de construction d'une nouvelle école primaire (3-18) à Mirabel dans le secteur Domaine-Vert Nord;

DE RÉITÉRER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la demande de construction d'une nouvelle école primaire (3-18) à Saint-Eustache dans le quartier des Jardins;

DE DEMANDER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport un agrandissement équivalent à 240 m² à l'école primaire Horizon-du-Lac de Sainte-Marthe-sur-le-Lac;

DE DEMANDER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport l'agrandissement de quatre locaux et d'un gymnase à l'école Curé-Paquin de Saint-Eustache;

DE RÉITÉRER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la demande d'agrandissement de quatre locaux à l'école primaire Marie-Soleil-Tougas de Terrebonne;

DE TRANSMETTRE copie de la présente résolution aux villes de Mirabel, Saint-Eustache, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Terrebonne;

DE VERSER lesdits documents au répertoire des présentes sous la cote 752.

Adopté

DEMANDES DE RENOUVELLEMENT DES APPROBATIONS REQUISES LIÉES AUX ÉCOLES AUX FINS D'UN PROJET PARTICULIER – ÉCOLES TERRE DES JEUNES ET VAL-DES-ORMES

Résolution n° CC-140527-4086

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles a fait reconnaître par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport les écoles primaires Terre des jeunes et Val-des-Ormes à titre d'école aux fins d'un projet particulier conformément à l'article 240 de la *Loi sur l'instruction publique*;

ATTENDU que l'école primaire Val-des-Ormes respecte les critères du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et ce, de façon continue depuis l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que l'école primaire Terre des jeunes respecte les critères du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et ce, de façon continue depuis l'année scolaire 2005-2006;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconduire ces demandes;

ATTENDU le besoin des parents d'avoir l'assurance d'une continuité des services offerts par ce projet particulier pour la stabilité éducative des élèves desservis;

ATTENDU la volonté de tous les intervenants de poursuivre l'offre de ce projet particulier à long terme;

ATTENDU que l'attestation de l'Organisation du Baccalauréat International pour ce projet particulier est réévaluée aux cinq ans;

ATTENDU les résolutions des conseils d'établissement des écoles primaires Terre des jeunes et Val-des-Ormes demandant la reconnaissance de ces écoles à titre d'école aux fins d'un projet particulier;

ATTENDU l'appui à ces demandes par le comité de parents et le Syndicat de l'enseignement des Basses-Laurentides;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude éducative;

Il est proposé par M. Pierre Bertrand

DE DEMANDER au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'établir les écoles primaires Terre des jeunes et Val-des-Ormes aux fins d'un projet particulier pour une période d'au moins trois ans;

DE VERSER ledit document au répertoire des présentes sous la cote 753.

Adopté

MODIFICATION À L'ACTE D'ÉTABLISSEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'AUTOMOBILE

Résolution n° CC-140527-4087

ATTENDU l'article 100 de la *Loi sur l'instruction publique*;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 211 de cette même loi, la Commission scolaire détermine, compte tenu du plan triennal de répartition et de destination des immeubles, la liste de ses écoles et, le cas échéant, de ses centres de formation générale adulte et professionnelle et leur délivre un acte d'établissement;

ATTENDU l'autorisation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport à la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (CSSMI) et à la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CSSWL) d'offrir le programme d'enseignement en formation professionnelle *DEP 5319 - Charpenterie-menuiserie / 5819 – Carpentry*;

ATTENDU l'entente entre la CSSMI et la CSSWL pour la construction et l'établissement du centre commun de formation professionnelle;

ATTENDU l'entente entre la CSSMI et la CSSWL pour l'opérationnalisation du centre commun de formation professionnelle;

ATTENDU la recommandation du conseil d'établissement du Centre de formation professionnelle de l'automobile (rés. n° CE-1314-374);

ATTENDU la recommandation de la direction du Centre de formation professionnelle de l'automobile de nommer son pavillon : le pavillon Charpenterie-menuiserie;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude éducative;

Il est proposé par M. Normand Chalifoux

D'ADOPTER l'acte d'établissement du Centre de formation professionnelle de l'automobile tel que modifié;

DE MODIFIER le plan triennal de répartition et de destination des immeubles 2014-2017, ainsi que la liste des écoles de l'année scolaire 2014-2015;

DE VERSER ledit document au répertoire des présentes sous la cote 754.

Adopté

FORMATION DU COMITÉ DE SÉLECTION POUR L'ÉVALUATION QUALITATIVE DE FIRMES DE PROFESSIONNELS POUR LE PROJET DE VÉTUSTÉ À L'ÉCOLE HORIZON-DU-LAC

Résolution n° CC-140527-4088

ATTENDU qu'il y a lieu d'effectuer des travaux de vétusté à l'école Horizon-du-Lac, le tout sous réserve de l'approbation du projet par le conseil des commissaires lors de la séance du 25 juin 2014 dans le cadre de la mesure Maintien des bâtiments (50620);

ATTENDU la *Loi sur les contrats des organismes publics* et le *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*;

ATTENDU la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01);

ATTENDU qu'il y a lieu de nommer une firme d'architecture, une firme d'ingénierie spécialités mécanique et électricité ainsi qu'une firme d'ingénierie spécialités structure et génie civil pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux de vétusté à l'école Horizon-du-Lac;

ATTENDU que les honoraires estimés pour chacune des firmes sont supérieurs au seuil d'appel d'offres public de 100 000 \$;

ATTENDU qu'il y a lieu de procéder à un appel d'offres public d'évaluation qualitative de firmes professionnelles;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par Mme Danielle Laramée

DE FORMER un comité de sélection composé des personnes suivantes :

1. M. André Gosselin, commissaire-parent;
2. M. Louis Kemp, commissaire;
3. Mmes Johanne Beaulieu et Guylaine Richer, toutes deux commissaires, à titre de substituts, en cas d'incapacité de l'un des deux commissaires nommés;
4. Mme Paule Fortier, présidente;
5. Mme Annie Fournier, directrice du Service des ressources matérielles de la Commission scolaire des Samares, à titre de membre externe à l'organisation, sous réserve de son acceptation et de sa disponibilité, ou tout autre directeur du Service des ressources matérielles des commissions scolaires des régions de Laval, Laurentides, Lanaudière;
6. M. Denis Riopel, directeur du Service des ressources matérielles;

7. M. Jonathan Desjardins Mallette, secrétaire général, ou, le cas échéant, son représentant, à titre de secrétaire du comité.

DE CONVENIR que ledit comité de sélection siégera à huis clos.

Adopté

PLAN D'INTERVENTION TRIENNAL EN VÉRIFICATION INTERNE 2014-2017

Résolution n° CC-140527-4089

ATTENDU la Politique de vérification interne (ACC-13);

ATTENDU la démarche d'identification et d'évaluation des activités à risques réalisée aux termes du troisième plan triennal d'intervention en vérification interne 2011-2014;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par M. Michel Arcand

D'ADOPTER le plan d'intervention triennal en vérification interne 2014-2017;

DE VERSER au répertoire des présentes ledit plan d'intervention sous la cote 755.

Adopté

POLITIQUE LOCALE DE GESTION DES CADRES D'ÉCOLE (RH-04)

Résolution n° CC-140527-4090

ATTENDU que les articles 179 et suivants du *Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des commissions scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal* stipulent que la Commission scolaire doit se doter d'une politique de gestion pour ses cadres des écoles;

ATTENDU que les articles 1.4 et 3.2.2 de la Politique locale de gestion des cadres d'école (RH-04) prévoient que cette politique peut être modifiée après la consultation de l'association locale, et ce, par le biais du comité de relations professionnelles;

ATTENDU la consultation effectuée auprès de l'Association des directions d'établissement d'enseignement des Laurentides (A.D.E.L.) (rés. n° CC-131126-3996);

ATTENDU les avis reçus dans le cadre de la consultation;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par Mme Lucie Ouellette

D'ADOPTER la Politique locale de gestion des cadres d'école (RH-04);

DE PRÉVOIR l'entrée en vigueur de la Politique locale de gestion des cadres d'école (RH-04) en date du 28 mai 2014;

DE VERSER ladite Politique locale de gestion des cadres d'école (RH-04) au répertoire des présentes sous la cote 756.

Adopté

ENTENTE DE PRINCIPE SCFP SECTION LOCALE 4296

Résolution n° CC-140527-4091

ATTENDU les négociations locales intervenues entre la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles et le Syndicat du personnel de soutien manuel, SCFP section locale 4296, dans le cadre de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic* (L.R.Q., chapitre R-8.2);

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par Mme Johanne Beaulieu

D'ENTÉRINER l'entente de principe intervenue entre la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles et le Syndicat du personnel de soutien manuel, SCFP section locale 4296;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document afin de donner effet aux présentes;

DE VERSER lesdits documents au répertoire des présentes sous la cote 757.

Adopté

PRODUITS ET SERVICES DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION DU RÉSEAU INFORMATIQUE DES COMMISSIONS SCOLAIRES (GRICS)

Résolution n° CC-140527-4092

ATTENDU que la Commission scolaire utilise largement les applications de gestion pédagogique et administrative de la Société de Gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS);

ATTENDU que la Société GRICS est un organisme sans but lucratif (OSBL) administré par les commissions scolaires;

ATTENDU les modifications à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) concernant les OSBL et les obligations qui en découlent;

ATTENDU les recommandations du rapport de vérification interne sur l'application de la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01);

ATTENDU l'article 7.3.5 de la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01) qui permet à la Commission scolaire de conclure des contrats de gré à gré avec un fournisseur lorsqu'une recherche sérieuse démontre que seul ce dernier est en mesure de répondre à ses besoins;

ATTENDU les articles 13, al.1 (4) et 2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) permettant à un organisme public de conclure un contrat de gré à gré pour une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public;

ATTENDU qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public;

ATTENDU qu'un contrat conclu en vertu de l'article 13, al.1 (4) de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) doit être autorisé par le dirigeant de l'organisme public;

ATTENDU que le dirigeant de l'organisme doit informer le Conseil du trésor de cette autorisation;

ATTENDU que la Direction du service des technologies de l'information recommande une adhésion pour les cinq (5) prochaines années;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

D'AUTORISER l'adhésion de gré à gré aux produits et services de la Société GRICS pour une période de cinq (5) ans à compter du 1^{er} juillet 2014;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tous les documents afférents et à procéder aux représentations requises, le cas échéant, afin de donner effet aux présentes.

Adopté

ACHAT D'ÉQUIPEMENTS EN RÉSEAUTIQUE FILAIRES ET SANS FIL

Résolution n° CC-140527-4093

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (CSSMI) désire faire l'acquisition d'équipements pour compléter le déploiement de bornes sans fil et la mise à niveau du réseau de distribution de tous ses établissements;

ATTENDU le mandat confié par la CSSMI au Centre collégial des services regroupés (CCSR) pour l'acquisition d'équipements en réseautique (rés. n° CC-131022-3987);

ATTENDU l'appel d'offres « Acquisition d'équipement en réseautique » (SAR260-2013);

ATTENDU les résultats de l'appel d'offres;

ATTENDU que la démarche réalisée par le CCSR est conforme à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), à la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01) concernant les achats ou les recommandations d'achats par d'autres organismes pour la CSSMI;

ATTENDU que les besoins de la Commission scolaire sont évalués à plus de 650 000 \$ pour la durée du contrat;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par M. Claude Girard

D'ADHÉRER à l'entente SAR160-2013 du Centre collégial des services regroupés (CCSR) concernant les équipements en réseautique en vigueur du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015, avec une prolongation maximale possible de deux (2) ans;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tous les documents afférents et à procéder aux représentations requises, le cas échéant, afin de donner effets aux présentes;

D'AUTORISER la directrice de la Direction du service des technologies de l'information à émettre les bons de commande nécessaires selon les besoins, conformément aux résultats de l'entente avec le CCSR et suivant les disponibilités budgétaires à cet effet.

Adopté

ENLÈVEMENT D'AMIANTE À L'ÉCOLE NOTRE-DAME – ADJUDICATION DE CONTRAT

Résolution n° CC-140527-4094

ATTENDU les travaux approuvés dans le cadre de la mesure 50620 « Maintien des bâtiments »;

ATTENDU l'appel d'offres public n° 190AO1425 pour le choix de l'entrepreneur général concernant les travaux d'enlèvement d'amiante à l'école Notre-Dame;

ATTENDU le résultat de l'appel d'offres public;

ATTENDU la recommandation d'Atelier Bouré Therrien Architectes inc.;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Johanne Beaulieu

D'ADJUGER le contrat d'exécution des travaux d'enlèvement d'amiante à l'école Notre-Dame, à l'entrepreneur général Gaudet et Laurin inc. pour la somme de 320 000 \$, toutes taxes exclues, à titre de plus bas soumissionnaire conforme;

D'AUTORISER le directeur du Service des ressources matérielles à signer un bon de commande initiant le processus;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes;

D'AUTORISER le directeur général, en cas de désistement du plus bas soumissionnaire, à adjudger le contrat de réalisation des travaux d'enlèvement d'amiante à l'école Notre-Dame, au plus bas soumissionnaire conforme suivant, selon les modalités prévues à l'appel d'offres, suivant la recommandation du professionnel et selon les disponibilités budgétaires et à signer tout document devant donner effet aux présentes;

DE DEMANDER, le cas échéant, au directeur général de faire rapport de cette adjudication à une séance subséquente du conseil des commissaires.

Adopté

RÉFECTION DES PLANCHERS ET REMPLACEMENT DE L'AMEUBLEMENT INTÉGRÉ À L'ÉCOLE SAINTE-SCHOLASTIQUE – ADJUDICATION DE CONTRAT Résolution n° CC-140527-4095

ATTENDU les travaux approuvés dans le cadre de la mesure 50620 « Maintien des bâtiments » (rés. n° CC-130625-3941);

ATTENDU l'appel d'offres public n° 190AO1442 pour le choix de l'entrepreneur général concernant les travaux de réfection des planchers et remplacement de l'ameublement intégré à l'école Sainte-Scholastique;

ATTENDU le résultat de l'appel d'offres public;

ATTENDU la recommandation de Laurence Hettel et Larry O'Shaughnessy architectes en consortium;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Nadine Blais

D'ADJUGER le contrat d'exécution des travaux de réfection des planchers et remplacement de l'ameublement intégré à l'école Sainte-Scholastique, à l'entrepreneur général Les Constructions Valcaro inc. pour la somme de 466 319 \$, toutes taxes exclues, à titre de plus bas soumissionnaire conforme;

D'AUTORISER le directeur du Service des ressources matérielles à signer un bon de commande initiant le processus;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes;

D'AUTORISER le directeur général, en cas de désistement du plus bas soumissionnaire, à adjuger le contrat de réalisation des travaux de réfection des planchers et remplacement de l'ameublement intégré à l'école Sainte-Scholastique, au plus bas soumissionnaire conforme suivant, selon les modalités prévues à l'appel d'offres, suivant la recommandation du professionnel et selon les disponibilités budgétaires et à signer tout document devant donner effet aux présentes;

DE DEMANDER, le cas échéant, au directeur général de faire rapport de cette adjudication à une séance subséquente du conseil des commissaires.

Adopté

RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE À L'ÉCOLE SECONDAIRE D'OKA – ADJUDICATION DE CONTRAT

Résolution n° CC-140527-4096

ATTENDU les crédits budgétaires disponibles dans le cadre du budget des investissements (rés. n° CC-130625-3940);

ATTENDU l'appel d'offres public en deux étapes n° 190AO1404 pour le choix de l'entrepreneur général concernant les travaux de réfection de la maçonnerie à l'école secondaire d'Oka;

ATTENDU la sélection des entrepreneurs suivants par un comité de sélection formé conformément à la résolution n° CC-140128-4025 :

- Groupe Atwill-Morin inc.
- Maçonnerie Rainville & frères inc.
- Les Entreprises Den-Pro inc.
- St-Denis Thompson inc.

ATTENDU que ces entrepreneurs ont été invités à soumissionner sur un prix;

ATTENDU le résultat de l'appel d'offres public;

ATTENDU la recommandation de Claude Hamelin Lalonde Desjardins Khamlong architectes;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Josée Bastien

D'ADJUGER le contrat d'exécution des travaux de réfection de la maçonnerie à l'école secondaire d'Oka, à l'entrepreneur général Les Entreprises Den-Pro inc. pour la somme de 419 470 \$, toutes taxes exclues, à titre de plus bas soumissionnaire conforme;

D'AUTORISER le directeur du Service des ressources matérielles à signer un bon de commande initiant le processus;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes;

D'AUTORISER le directeur général, en cas de désistement du plus bas soumissionnaire, à adjuger le contrat de réalisation des travaux de réfection de la maçonnerie à l'école secondaire d'Oka, au plus bas soumissionnaire conforme suivant, selon les modalités prévues à l'appel d'offres, suivant la recommandation du professionnel et selon les disponibilités budgétaires et à signer tout document devant donner effet aux présentes;

DE DEMANDER, le cas échéant, au directeur général de faire rapport de cette adjudication à une séance subséquente du conseil des commissaires.

Adopté

DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DES USAGERS AU COMITÉ AD HOC DE SÉLECTION DE L'ŒUVRE D'ART DE LA NOUVELLE ÉCOLE PRIMAIRE À SAINT-JOSEPH-DU-LAC

Résolution n° CC-140527-4097

ATTENDU le projet de construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Joseph-du-Lac;

ATTENDU la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics prévoyant qu'un pourcentage du budget de construction d'un bâtiment d'un site public doit être dédié à la réalisation d'une œuvre d'art précisément conçue pour celle-ci;

ATTENDU qu'un comité ad hoc pour l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics doit être constitué;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 11 de cette politique, ce comité ad hoc doit être composé de six membres, dont un représentant des usagers du bâtiment;

Il est proposé par M. André Gosselin

DE DÉSIGNER monsieur Claude Girard, commissaire, à titre de représentant des usagers du bâtiment au comité ad hoc de sélection de l'œuvre d'art de la nouvelle école primaire à Saint-Joseph-du-Lac;

DE DÉSIGNER madame Sandra East, commissaire, à titre de substitut.

Adopté

ADJUDICATION DE CONTRATS À COMMANDE POUR L'ACQUISITION DE MOBILIER SCOLAIRE ET ADMINISTRATIF DANS LE CADRE DU COMITÉ D'ACHATS REGROUPÉS LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE (CARLLL)

Résolution n° CC-140527-4098

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles a procédé à un appel d'offres public regroupé en tant que mandataire du Comité d'achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLLL) pour l'acquisition de mobilier scolaire et administratif (rés. n° CC-140422-4068);

ATTENDU que l'appel d'offres comportait plusieurs catégories pouvant être octroyées à des fournisseurs différents;

ATTENDU les soumissions reçues et la valeur estimée des contrats à commande;

ATTENDU que la durée des contrats à octroyer est d'un an, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, avec possibilité de reconduction pour une année additionnelle;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par M. Normand Chalifoux

D'ADJUGER, pour le regroupement d'achats du Comité d'achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLLL), à Alpha Tabco inc., un contrat à commande d'une durée d'un an, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, avec possibilité de reconduction pour une année additionnelle, pour les catégories suivantes :

- Catégorie 1 : Mobilier préscolaire
- Catégorie 2 : Bureau d'élève primaire avec dessus en merisier russe
- Catégorie 3 : Bureau d'élève primaire avec dessus en durotop
- Catégorie 5 : Chaise d'élève robuste
- Catégorie 9 : Table de cafétéria
- Catégorie 10 : Autre mobilier (5 items)

D'ADJUGER, pour le regroupement d'achats du Comité d'achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLLL), à Alpha-Vico inc., un contrat à commande d'une durée d'un an, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, avec possibilité de reconduction pour une année additionnelle, pour les catégories suivantes :

- Catégorie 4 : Bureau d'élève secondaire avec dessus en durotop
- Catégorie 6 : Chaise d'élève régulière
- Catégorie 7 : Chaise d'élève style coquille
- Catégorie 8 : Table de classe avec pattes à hauteur ajustable
- Catégorie 10 : Autre mobilier (14 items)

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes.

Adopté

ADJUDICATION D'UN CONTRAT À COMMANDE POUR L'ACQUISITION D'ARMOIRES-VESTIAIRES DANS LE CADRE DU COMITÉ D'ACHATS REGROUPÉS LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE (CARLLL)

Résolution n° CC-140527-4099

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles a procédé à un appel d'offres public regroupé en tant que mandataire du Comité d'achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLLL) pour l'acquisition d'armoires-vestiaires (rés. n° CC-140422-4069);

ATTENDU les soumissions reçues et la valeur estimée du contrat à commande;

ATTENDU que la durée du contrat à octroyer est d'un an, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, avec possibilité de reconduction pour une année additionnelle;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Nadine Blais

D'ADJUGER, pour le regroupement d'achats du Comité d'achats regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière (CARLLL), à Groupe Lincora inc., un contrat à commande pour l'acquisition d'armoires-vestiaires pour une période d'un an, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, avec possibilité de reconduction pour une année additionnelle;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes.

Adopté

INDEXATION DE LA RÉMUNÉRATION DES COMMISSAIRES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2014-2015

Résolution n° CC-140527-4100

ATTENDU qu'en vertu de l'article 175 de la *Loi sur l'instruction publique*, le conseil des commissaires peut déterminer la rémunération des commissaires, sous réserve des montants maxima déterminés par le gouvernement;

ATTENDU le décret 836-2000 du 28 juin 2000 du gouvernement du Québec fixant les montants maxima qui peuvent être versés aux commissaires et aux membres du Conseil scolaire de l'Île de Montréal à compter du 1^{er} juillet 2000;

ATTENDU qu'en vertu du décret gouvernemental, les montants annuels maxima de la rémunération qu'une commission scolaire peut accorder à ses commissaires sont majorés annuellement selon le taux de l'indice des prix à la consommation (IPC) annuel moyen tel qu'établi par Statistique Canada le 31 décembre de l'année précédente;

ATTENDU que l'augmentation de cet indice le 31 décembre 2013 s'établit à 0,9 %;

Il est proposé par Mme Sandra East

D'ÉTABLIR comme suit la rémunération des commissaires à compter du 1^{er} juillet 2014 :

FONCTIONS	NOMBRE	MONTANT ANNUEL	MONTANT TOTAL
Conseil des commissaires :			
- membres;	27	5 750 \$	155 255 \$
- présidence;	1	0,992 \$/élève	37 923 \$
- vice-présidence;	1	3 839 \$	3 839 \$
Comité exécutif :			
- membres;	9	2 929 \$	26 361 \$
- présidence;	1	3 835 \$	3 835 \$
- vice-présidence;	1	1 173 \$	1 173 \$
Commissions d'étude :			
- membres;	27	1 173 \$	31 664 \$
- présidence;	2	1 173 \$	2 345 \$
CCT :			
- membres et <i>substitut</i> (*);	2	1 173 \$	2 345 \$
- présidence;	1	1 173 \$	1 173 \$
CGE :			
- membres;	7	1 173 \$	8 209 \$
- présidence;	1	1 173 \$	1 173 \$
Comité de révision et comités de sélection des gestionnaires :	9	(*)	10 810 \$
- membres et <i>substituts</i> (*)	<i>variable</i>	(*)	
Comités de sélection formés en vertu de la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01) :			
- membres et <i>substituts</i> (*)			
GRAND TOTAL			286 105 \$

(*) Rémunération par jetons de présence : 100 \$ / bloc de 4 heures de présence.

Somme résiduelle disponible pour 2014-2015 : 10 810 \$

Étant entendu que la rémunération des membres du comité de révision, des membres du comité de sélection des gestionnaires, des membres des comités de sélection formés en vertu de la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01), ainsi que des substituts qui siègent en lieu et place des commissaires désignés par le conseil des commissaires, est déterminée sur la base de jetons de présence;

Étant entendu que les jetons de présence serviront à rémunérer :

- les commissaires membres présents au comité de révision;
- les commissaires membres présents au comité de sélection des gestionnaires;
- les commissaires membres des comités de sélection formés en vertu de la Politique d'approvisionnement de biens et de services (RM-01);
- les commissaires substituts qui siègent en lieu et place des commissaires désignés par le conseil des commissaires;

Étant entendu que le reliquat du montant non distribué est réparti en parts égales entre les vingt-sept commissaires à la fin de l'année scolaire;

Étant également entendu que le nombre d'élèves utilisé pour établir la rémunération de la présidente ou du président de la Commission scolaire est celui inscrit au budget révisé de l'année 2013-2014, incluant les élèves jeunes et adultes en formation générale et professionnelle, en équivalents à temps plein et la clientèle autofinancée;

DE VERSER cette rémunération aux deux semaines.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – SPECTACLE-BÉNÉFICE AU PROFIT DU GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE

Résolution n° CC-140527-4101

ATTENDU les diverses activités du Grand Défi Pierre Lavoie;

ATTENDU que depuis trois ans la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles participe activement à cette cause qui a un double objectif : celui d'amasser de l'argent pour la recherche sur les maladies infantiles et de promouvoir les saines habitudes de vie;

ATTENDU l'initiative d'une ancienne élève du Programme d'Éducation Internationale de la Polyvalente Deux-Montagnes pour amasser des fonds;

ATTENDU la tenue le 2 mai 2014 du spectacle-bénéfice *Unis pour le Grand Défi*;

Il est proposé par Mme Sandra East

D'ADRESSER des félicitations à mademoiselle Kim Lebel pour l'organisation et l'animation de ce spectacle-bénéfice dont les profits seront remis aux écoles plus défavorisées de la Commission scolaire.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – STUDIO DE LA RELÈVE

Résolution n° CC-140527-4102

ATTENDU que le *Studio de la relève* est une organisation qui aide les jeunes à bâtir leur fierté et à rêver grand pour réussir;

ATTENDU le concours *Paroles et musique* édition 2014 organisé par le *Studio de la relève*;

ATTENDU que ce concours a permis à plus de 3 000 élèves provenant des écoles secondaires de la région des Laurentides et de Laval d'exprimer leur talent en classe à travers l'écriture de textes de chansons;

ATTENDU la tenue de la grande finale du concours qui a eu lieu à Rosemère le 22 mai 2014;

ATTENDU la qualité du spectacle offert;

Il est proposé par Mme Karine Lefrançois

D'ADRESSER des félicitations à l'organisme le *Studio de la relève* et à monsieur Christophe Danetz fondateur et coordonnateur.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – PERSÉVÉRONS ENSEMBLE

Résolution n° CC-140527-4103

ATTENDU l'existence de l'organisme sans but lucratif *Persévérons ensemble* qui est soutenu par des représentants de divers secteurs d'activités unissant leurs efforts pour promouvoir dans l'action, la persévérance des jeunes sur le territoire de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Milles-Îles;

ATTENDU le concours *Toi, t'as changé ma vie* qui faisait appel aux témoignages de reconnaissance pour des personnes significatives à un moment opportun de la vie des jeunes;

ATTENDU la belle initiative de cet organisme;

Il est proposé par Mme Karine Lefrançois

D'ADRESSER des félicitations à l'organisme *Persévérons ensemble* pour le concours *Toi t'a changé ma vie*.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – GALA RECONNAISSANCE DE L'ACTION BÉNÉVOLE

Résolution n° CC-140527-4104

ATTENDU la tenue, le 21 mai 2014, de la 9^e édition du Gala reconnaissance de l'action bénévole scolaire de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles qui s'est déroulée sous le thème *La 9^e symphonie d'un bénévole*;

ATTENDU le travail colossal et minutieux nécessaire à la planification et la préparation de ce bel événement;

ATTENDU que cet événement annuel récompense et encourage les parents bénévoles pour tout le travail accompli au sein des écoles;

Il est proposé par Mme Karine Lefrançois

D'ADRESSER des félicitations au comité de parents et aux membres du comité organisateur du Gala reconnaissance de l'action bénévole scolaire.

Adopté

SUBSTITUTS AU COLLOQUE DE LA FCSQ

Résolution n° CC-140527-4105

ATTENDU la désignation des délégués et des participants de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles à l'assemblée générale et au colloque 2014 de la Fédération des commissions scolaires du Québec (rés. n° CC-140325-4049);

ATTENDU l'importance de désigner des substituts;

Il est proposé par M. Louis Kemp

D'AUTORISER la participation de messieurs Michel Arcand et Richard Tremblay, au colloque 2014 de la Fédération des commissions scolaires du Québec sur la qualification et la formation de la main-d'œuvre sous le thème *Élève qualifié. Valeur ajoutée.* qui se tiendra au Centre des congrès de Québec le 12 et 13 juin 2014;

DE DÉSIGNER messieurs Michel Arcand et Richard Tremblay, à titre de substituts, à l'assemblée générale de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

Adopté

LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution n° CC-140527-4106

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

DE LEVER la séance.

Il est 22 h 15.

Paule Fortier, présidente

Jonathan Desjardins Mallette, secrétaire général